



# Droit du Dogecoin, enjeux juridiques

**Actualité législative** publié le **04/02/2025**, vu **4 fois**, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

**Le Dogecoin, une cryptomonnaie née d'une blague, a évolué pour devenir un acteur majeur de l'écosystème des actifs numériques**

## Introduction

Le Dogecoin, né en 2013, a d'abord été conçu comme une parodie de cryptomonnaie, inspiré du célèbre mème "Doge". Pourtant, cette cryptomonnaie a rapidement gagné une popularité considérable, grâce à sa communauté active et à son approche décontractée du secteur des cryptomonnaies. Devenu une icône de la culture internet, Dogecoin a su capter l'attention d'investisseurs et de médias, particulièrement après les prises de position de personnalités publiques comme Elon Musk. Cependant, malgré sa réputation croissante, Dogecoin soulève plusieurs questions juridiques et réglementaires, notamment concernant son statut légal, son utilisation, et les risques associés à sa volatilité. Cet article propose une analyse juridique approfondie du Dogecoin, en explorant ses aspects techniques, son encadrement législatif, ainsi que les défis et opportunités qu'il présente sur le plan juridique.

## 1. Qu'est-ce que le Dogecoin ?

Dogecoin est une cryptomonnaie basée sur la technologie de la blockchain, utilisant un algorithme Proof-of-Work (PoW) similaire à celui de Bitcoin. Créé par Billy Markus et Jackson Palmer, Dogecoin s'inspire du mème populaire "Doge", qui représente un chien Shiba Inu accompagné de textes humoristiques en anglais. Initialement conçu comme une moquerie des cryptomonnaies sérieuses, le Dogecoin a toutefois évolué pour devenir une monnaie numérique utilisée pour des transactions sur Internet et dans des communautés en ligne.

Contrairement à des cryptomonnaies comme Bitcoin, dont l'offre est limitée, l'offre de Dogecoin est pratiquement illimitée, ce qui a soulevé des questions sur son inflation potentielle à long terme. Cependant, cette caractéristique a également contribué à sa popularité, car elle a facilité les transactions à faible coût et a permis un engagement communautaire.

## 2. Le Statut Juridique du Dogecoin : Un Actif Numérique ou une Monnaie ?

Le statut juridique du Dogecoin, comme pour de nombreuses autres cryptomonnaies, est une question complexe. Il varie en fonction des législations des différents pays, ce qui crée une incertitude juridique pour les investisseurs, les utilisateurs, et même les autorités fiscales.

### a. Dogecoin en tant que bien numérique

Dans la plupart des juridictions, Dogecoin est considéré comme un bien numérique, mais les

implications fiscales et réglementaires restent floues. Par exemple, aux États-Unis, la Securities and Exchange Commission (SEC) et l'Internal Revenue Service (IRS) n'ont pas encore pris de position claire sur le statut juridique de Dogecoin. Alors que l'IRS le considère comme un "bien" aux fins de l'imposition (donc soumis aux règles fiscales de plus-values), la SEC a insisté sur le fait que certaines cryptomonnaies sont des titres financiers (securities), mais Dogecoin n'a pas été explicitement classé dans cette catégorie. Cela crée une zone grise juridique, car certains affirment que Dogecoin ne remplit pas les critères d'un titre financier en raison de son absence de caractéristiques de gestion centralisée.

## **b. Monnaie ou actif spéculatif ?**

Les autorités de nombreux pays (comme le Japon et l'Union Européenne) ont classé le Dogecoin et d'autres cryptomonnaies comme des actifs numériques, mais pas comme des monnaies légales. Cela signifie qu'il n'est pas officiellement reconnu comme un moyen d'échange au sens des monnaies nationales. Toutefois, plusieurs entreprises et plateformes de paiement acceptent Dogecoin comme moyen de paiement, mais cela reste un choix privé, non régulé par la loi.

L'absence de réglementation claire signifie que Dogecoin n'est pas directement soumis aux mêmes normes que les monnaies fiduciaires (comme l'euro ou le dollar). Cela donne aux investisseurs une certaine liberté d'action, mais aussi un niveau de risque plus élevé, notamment en raison de sa volatilité importante.

## **3. Les Risques Juridiques Associés à Dogecoin**

### **a. Volatilité et manipulation du marché**

La volatilité du Dogecoin a été une source de préoccupation pour les régulateurs financiers. Les hausses soudaines de prix, souvent motivées par des tweets ou des déclarations de personnalités publiques (notamment Elon Musk), soulèvent des questions de manipulation du marché. Le Dogecoin, en raison de son caractère spéculatif et de la faible régulation, est vulnérable aux fluctuations de prix artificielles. Cela a conduit à des appels à une régulation accrue pour éviter les abus et protéger les investisseurs particuliers.

### **b. Risques d'escroqueries et de "pump and dump"**

Le Dogecoin, en raison de sa popularité croissante sur les réseaux sociaux, est également un terrain propice aux escroqueries et aux manipulations de marché, telles que les schémas de "pump and dump". Ces pratiques, bien que souvent informelles et non réglementées, ont eu des conséquences financières pour de nombreux investisseurs, ce qui pousse certains à plaider pour des mesures législatives renforcées.

### **c. Problèmes de fraude fiscale et de transparence**

L'une des préoccupations juridiques majeures liées à Dogecoin est son utilisation dans des activités illicites, y compris le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Comme pour d'autres cryptomonnaies, l'anonymat relatif de Dogecoin facilite certaines transactions suspectes. Bien que des mécanismes de surveillance aient été mis en place pour limiter ces pratiques, le manque de transparence dans certaines transactions et la faible régulation rendent difficile le suivi de ces activités.

## **4. La Régulation de Dogecoin : Perspectives et Défis**

### **a. Législation américaine**

Aux États-Unis, Dogecoin, comme les autres cryptomonnaies, fait face à un environnement juridique complexe. Bien que la SEC n'ait pas explicitement classé Dogecoin comme un titre, elle exerce une surveillance étroite sur les actifs numériques et pourrait, à l'avenir, appliquer une réglementation plus stricte. Le Congrès américain a récemment discuté de projets de loi pour réguler les cryptomonnaies, mais il reste encore une incertitude quant à la manière de les classer, et de les réguler en termes de fiscalité et de sécurité.

### **b. Régulation internationale**

À l'échelle mondiale, plusieurs pays ont adopté des approches variées concernant la régulation du Dogecoin. Certains pays, comme le Japon et la Suisse, ont mis en place des réglementations plus ouvertes et favorables à l'innovation, tandis que d'autres pays, tels que la Chine, ont interdit la transaction et le minage de cryptomonnaies. Cette divergence crée un environnement de réglementation incohérent, ce qui complique l'établissement de normes globales.

## **5. La Communauté Dogecoin et son Avenir**

La communauté Dogecoin joue un rôle central dans la légitimité et la croissance de la cryptomonnaie. La base d'utilisateurs est extrêmement active, en particulier sur les réseaux sociaux, et Dogecoin a servi à soutenir plusieurs initiatives caritatives et événements de collecte de fonds. Cette dimension sociale et décentralisée a permis au Dogecoin de se distinguer des autres cryptomonnaies.

Néanmoins, les défis juridiques entourant sa régulation et son statut continuent de susciter des débats. La question de savoir si Dogecoin restera un phénomène culturel ou deviendra un actif financier stable demeure ouverte. Le potentiel de Dogecoin comme une alternative aux monnaies fiduciaires sera probablement déterminé par les évolutions législatives et réglementaires qui se produiront dans les années à venir.